



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

emplois jeunes

Question écrite n° 7201

Texte de la question

M. Pascal Terrasse appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les conséquences attendues du contrat d'objectif et de moyens 2003/2007 de l'ONAC. Les dispositions prévues par ce programme en matière de réduction des effectifs obligeront incontestablement cet établissement à réduire ses missions. La réduction du personnel à deux agents dans 53 services départementaux ne permettra pas de répondre à l'évolution du monde combattant et surtout aux missions de mémoire dont les anciens combattants sont des acteurs essentiels. Le sort des assistants mémoire en contrat emploi jeunes et la situation des personnels restent très incertains. C'est ainsi que l'inquiétude gagne, tant auprès des agents que des anciens combattants eux-mêmes qui se sentent bien souvent laissés pour compte. A l'heure où la transmission de certaines valeurs phares devient une absolue nécessité, où l'attachement à la nation doit être réaffirmé et où la solidarité à l'égard de nos aînés toujours plus nombreux devient fondamentale pour leur avenir, il lui demande ce qu'il envisage de mettre en oeuvre pour garantir la pérennisation de ce service public et rassurer ses usagers.

Texte de la réponse

Le contrat d'objectifs et de moyens adopté par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) procède du constat avéré de ses difficultés, de la volonté forte du Gouvernement d'assurer sa pérennité et d'une démarche de modernisation progressive. Ce contrat a été approuvé par le monde combattant. Il convient, en effet, d'indiquer que les corps d'inspection les plus qualifiés, la Cour des comptes d'une part, l'inspection générale des finances et le contrôle général des armées d'autre part, ont récemment été amenés à étudier la situation de l'ONAC. Leurs constatations coïncident : les moyens en personnel des services départementaux de l'ONAC sont prioritairement orientés vers les missions de reconnaissance (délivrance de titres) et de réparation (prestations diverses) qui sont en déclin du fait de la démographie du monde combattant, tandis que les missions désormais prioritaires, qui concernent la mémoire (recueil de la mémoire orale...) et la solidarité (services de proximité), sont insuffisamment assumées. La volonté du Gouvernement étant d'assurer la modernisation et la pérennité de l'ONAC, et de mettre un terme aux incertitudes qui pesaient sur l'avenir de cet établissement public, un contrat d'objectifs et de moyens a été élaboré. Sa finalité est d'apporter à l'ONAC l'assurance des ressources que lui consacrerait l'Etat sur la période de cinq ans (2003-2007) pendant laquelle s'organiserait la redistribution de ses missions. La démarche visant à renforcer les moyens correspondant aux missions prioritaires de l'ONAC est désormais engagée. Afin de développer les actions de mémoire, 100 agents de catégorie A seront recrutés au titre du contrat d'objectifs. De plus, dans le domaine de la solidarité, les effectifs d'assistantes sociales seront également renforcés pour qu'une assistante sociale à temps plein, ou à temps partiel, soit présente par département. Dans le même temps, l'adaptation des effectifs à l'évolution des missions affectera l'équivalent d'un demi-poste par an et par département. Ce plan, qui constitue la réponse urgente, nécessaire et cohérente du Gouvernement aux besoins d'adaptation de l'ONAC a été soumis, le 15 octobre dernier, au conseil d'administration qui représente toutes les composantes du monde combattant. Par un vote à bulletins secrets, il a été approuvé par 83 % des suffrages. Les conditions sont désormais réunies pour donner un nouvel élan à l'ONAC et lui permettre de mieux répondre aux besoins du monde combattant.

Données clés

Auteur : [M. Pascal Terrasse](#)

Circonscription : Ardèche (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 7201

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : anciens combattants

Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 novembre 2002, page 4383

Réponse publiée le : 10 février 2003, page 1013